

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 29/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DPSPC**

150 avenue Yves Farge  
ZI des Yvaudières  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : VAT 20230183  
Code AIOT : 0010000683

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement DPSPC implanté 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 03/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DPSPC
- 150 avenue Yves Farge ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010000683
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le Dépôt Pétrolier de Saint-Pierre-des-Corps (DPSPC) exploite des activités de remplissage, stockage et distribution d'hydrocarbures liquides dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps.

Le dépôt est implanté sur deux terrains, un de 30 000 m<sup>2</sup> (dépôt Ouest, créé en 1954) et un de 45 000 m<sup>2</sup> (dépôt Est, créé en 1972), reliés par une nappe de cinq canalisations enterrées.

L'approvisionnement s'effectue par le pipeline TRAPIL. Pour la livraison des produits pétroliers, le site dispose de quais de chargement de camions-citernes en dôme et en source (4 postes sources et 1 dôme avec 2 postes). Les chargements sont réalisés seulement sur le dépôt Ouest.

Le dépôt pétrolier exploité par la société DPSPC est réglementé au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/08/2017 actualisant la situation administrative et prescrivant la mise en place de mesures de maîtrise des risques.

L'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié s'applique également aux activités exercées par la société DPSPC ainsi que l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels et l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de la visite d'inspection du 02 juin 2022,
- la présence de toit ou écran flottant,
- les émissions de composés organiques volatils (COV),
- mesures de maîtrise des risques (MMR),
- tests d'équipement de sécurité.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remise en service bac n°34	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4	Susceptible de suites	Sans objet
4	Identification des risques des activités sous-traitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Etat des matières stockées – dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
8	Dispositif de respiration des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15	/	Sans objet
10	Chargement : COV : quantification des émissions canalisées et diffuses	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40	/	Sans objet
12	Chargement : émissions de COV : flux de référence	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4	/	Sans objet
15	Chargement des terminaux d'essence : URV : valeur de rejet	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2 Point B	/	Sans objet
18	Chargement : hauteur des débouchés des rejets canalisés	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 43	/	Sans objet
24	Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
27	Stockages LI : COV : inventaire des sources d'émission	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44	/	Sans objet
29	Stockages LI : COV : émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47	/	Sans objet
30	Stockages LI : COV : émissions diffuses : facteur de réduction	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2	/	Sans objet
31	Terminaux d'essence : stockages LI : peinture des parois et toit externes	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-1	/	Sans objet
32	Terminaux d'essence : stockages : toit flottant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notice de réexamen de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 02/06/2017, article R. 515-98	Susceptible de suites	Sans objet
3	Rôles et responsabilités	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Inventaire des stocks	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	/	Sans objet
7	Toit ou écran flottant	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 14	/	Sans objet
9	Chargement : inventaire des sources de COV	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 39	/	Sans objet
19	Test d'équipement de sécurité : test ARU PCC	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.16	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Test d'équipement de sécurité : détecteur de gaz URV	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.5.1	/	Sans objet
23	Suivi MMR : procédure de purge des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.8.9	/	Sans objet
26	Test d'équipement de sécurité : NH et NTH des réservoirs n°23 et 27	Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.8.13	/	Sans objet
28	Stockages LI : COV : émissions canalisées	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Notice de réexamen de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/06/2017, article R. 515-98
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Notice de réexamen de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 02/06/2022</li> <li>constat : <i>La notice de réexamen de l'étude de dangers n'a pas été transmise à l'inspection des installations classées dans le délai réglementaire (cinq ans suivants le 31 janvier 2017).</i></li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Le constat de la visite d'inspection du 02/06/2022 est levé.
<b>Observations :</b> La notice de réexamen de l'étude de dangers a été transmise à l'inspection des installations classées le 30/12/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PM2I et réservoir de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 02/06/2022</li> <li>constat : <i>L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34.</i></li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : - l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; - une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; - des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ; - le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ; - des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.  Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
<b>Constats :</b> L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de la remise en service du bac n°34.
<b>Observations :</b> La remise en service du bac n°34 n'a pas été réalisée au jour de l'inspection. Ce bac n'est pas utilisé. Constat du volume de 0 m <sup>3</sup> indiqué dans le récapitulatif de téléjaugeage du 02/03/2023 à 10h00. Vérification visuelle de l'ouverture d'un des deux trous d'homme de ce bac.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Rôles et responsabilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sous-traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/06/2022</li> <li>• constat : <i>Le SGS ne détaille pas le rôle du personnel des entreprises extérieures ainsi que l'interface avec eux dans le cadre de la prévention des incidents, accidents y compris accidents majeurs.</i></li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites [...]. Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées. [...]
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constatée.
<b>Observations :</b> Vu la mise à jour du manuel du SGS du 10 novembre 2022. La partie 1 du SGS (Organisation-Formation) présente les missions et fonctions participant à la mise en œuvre de la PPAM. Il est indiqué que le directeur général est le garant de l'application des règles et procédures internes en application de la politique de prévention des accidents majeurs de la société DPSPC. Pour le directeur général, son adjoint, les opérateurs du dépôt et l'assistante administrative, les missions et responsabilités sont précisées dans une description de poste. L'organisation et la gestion des analyses de poste sont traitées dans la procédure P.K01.01, qui n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors de la présente visite d'inspection. Le rôle du personnel des entreprises extérieures ainsi que l'interface avec eux dans le cadre de la prévention des incidents, accidents y compris accidents majeurs est précisé dans le SGS (parties 2.3 et 5.3).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Identification des risques des activités sous-traitées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 – point 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Sous-traitance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/06/2022</li> <li>• constat : <i>La réalisation d'une surveillance post-opératoire lors d'un permis feu (visite 2 h après la fin des travaux par point chaud) n'est pas formalisée.</i> <i>Des exigences renforcées pour les entreprises intervenant sur des MMR / barrières de sécurité identifiées dans l'étude de dangers en vigueur pourraient utilement être intégrées au sein des procédures concernant les travaux réalisés par les entreprises extérieures.</i></li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations. [...]
<b>Constats :</b> La réalisation d'une surveillance post-opératoire lors d'un permis feu (visite 2 h après la fin des travaux par point chaud) doit être tracée dans le logiciel GUARDTECH.
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Inventaire des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks par réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constatée.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a sollicité un état des matières stockées par réservoirs. Un état des stocks a été rapidement généré par l'exploitant. Il a donc été immédiatement accessible dès demande par l'inspection des installations classées. L'exploitant a fourni un état des stocks réels au 02 mars 2023 à 10 h comprenant par bac le type de produit contenu, le niveau de remplissage en millimètres, le volume global du bac en mètres cubes et le creux exploitable en mètres cubes. L'inspection des installations classées a sollicité les fiches de données de sécurité de l'essence de type SP98, de la base à éthanoler BE5/10 et de l'éthanol d'origine agricole non dénaturé. L'exploitant a présenté rapidement les fiches de données de sécurité sollicitées. Elles sont donc aisément accessibles dès demande par l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks : disposition spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Prescription contrôlée :  L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b> L'état des stocks synthétique ne fait pas apparaître les mentions de danger des produits stockés.</p> <p>Le bac 34 doit être identifié lisiblement dans le schéma des stockages associé à l'état des stocks.</p>
<p><b>Observations :</b> Cf point de contrôle précédent (n°5) : l'inspection des installations classées a sollicité un état des stocks des matières stockées. Un état des stocks au 01/03/2023 18h30 sous format synthétique a été présenté. Il est renseigné manuellement tous les soirs suite à la réalisation de l'état des stocks par jaugeage.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'état des stocks permet de fournir une information vulgarisée sur les produits présents au sein de chaque stockage en identifiant notamment les pictogrammes de danger des produits stockés mais pas les mentions de dangers.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Toit ou écran flottant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Reservoirs aériens de LI : toit ou écran flottant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs d'un volume supérieur à 1 500 mètres cubes contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante est supérieure à 25 kilopascals à 20 °C (ou tension de vapeur équivalente à 37,8 °C de 50 kilopascals pour les produits pétroliers) sont équipés d'un toit ou d'un écran flottant ou exploités de façon à ce que le seuil d'inflammabilité du liquide inflammable n'y soit pas atteint.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté.
<b>Observations :</b> L'ensemble des réservoirs d'un volume supérieur à 1500 m <sup>3</sup> contenant de l'essence est équipé d'un écran flottant interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Dispositif de respiration des réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réservoirs aériens de LI : dispositif de respiration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réservoirs à toit fixe et les réservoirs à écran flottant sont munis d'un dispositif de respiration limitant, en fonctionnement normal, les pressions ou dépressions aux valeurs prévues lors de la construction et reprises dans le dossier de suivi du réservoir prévu à l'article 28 du présent arrêté.</p> <p>Lorsque les zones de dangers graves pour la vie humaine, par effets directs ou indirects, liées à un phénomène dangereux de pressurisation de réservoir sortent des limites du site, l'exploitant met en place des événements dont la surface cumulée <math>S_e</math> est à minima celle calculée selon la formule donnée en annexe 1.</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont néanmoins pas applicables :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aux réservoirs d'un diamètre supérieur ou égal à 20 mètres ;</li><li>- aux réservoirs dont les zones de dangers graves pour la vie humaine hors du site, par effets directs et indirects, générées par une pressurisation de bac :</li><li>- ne comptent aucun lieu d'occupation humaine et ne sont pas susceptibles d'en faire l'objet soit parce que l'exploitant s'en est assuré la maîtrise foncière, soit parce que le préfet a pris des dispositions en vue de prévenir la construction de nouveaux bâtiments, et ;</li><li>- ne comptent aucune voie de circulation ou seulement des voies de circulation pour lesquelles les dispositions des plans d'urgence prévoient une interdiction de circuler.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier de la cohérence entre le recensement des événements utilisés pour le calcul de la section totale des événements indiqué dans l'étude de dangers (chapitre 3.3.1.2) et la situation réelle sur le site pour chaque réservoir. <p>Pour les réservoirs dont le nombre d'événements est différent de celui utilisé dans le calcul de l'étude de dangers, l'exploitant doit justifier que leur surface est suffisante et ne remet pas en cause les conclusions de l'étude de dangers concernant leur dimensionnement.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant ne dispose pas d'une liste exhaustive des événements des réservoirs. Les informations sont indiquées dans les dossiers constructeurs des réservoirs. <p>Vu le plan d'envirolage et d'orientation des accessoires du bac 24 établi le 11/04/2005 par la société TISSERAND et approuvé par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essai qui indique 8 visières d'aération sur le toit (ouverture : 380 x 580) et 2 événements de respiration de DN 200.</p> <p>Vu le plan d'envirolage et d'orientation des accessoires sur robe, fond, écran flottant et toit du bac 25 établi le 18/07/2019 par la société ECOMOC et approuvé par le Laboratoire National de Métrologie et d'Essai qui indique 6 événements latéraux.</p> <p>Vu l'étude de dangers du site indiquant la présence d'événements de respiration sur les bacs de stockage (chapitre 2.1.1.2) et présentant la section totale des événements de surpression sur les bacs 1, 8, 10, 11, 23, 24, 25, 31, 32, 33 et 34 (chapitre 3.3.1.2) sans préciser leur nombre par réservoir. L'exploitant n'est pas en mesure de s'assurer de la cohérence entre le nombre d'événements effectivement présents sur les réservoirs du site et celui utilisé pour le calcul de la surface totale des événements indiqués au chapitre 3.3.1.2 de l'étude de dangers en vigueur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Chargement : inventaire des sources de COV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. L'inventaire contient également des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte-rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées. Les dispositions du présent article sont applicables au 1er janvier 2014 aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté. L'exploitant doit inclure dans le dossier COV du site le schéma de circulation des liquides inflammables.
<b>Observations :</b> Vu l'inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus des installations de chargement du dépôt pour les années 2019, 2020 et 2021. L'exploitant précise que l'inventaire des sources d'émissions en COV canalisés et diffus des installations de chargement du dépôt pour l'année 2022 est en cours de réalisation. Les inventaires des sources d'émission en COV canalisés et diffus des installations de chargement du dépôt sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le dossier communiqué par l'exploitant comprend la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte-rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées. Les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation ne sont pas présents dans le dossier mais sont disponibles sur le site.  Pour les installations de chargement, l'inventaire contient des informations sur le raccordement au dispositif de réduction des émissions en place sur le site : l'unité de Récupération des Vapeurs (URV).  Les sources d'émissions diffuses sont celles générées par l'URV en panne.  Les sources d'émissions canalisées sont celles issues de l'URV reliée au poste de chargement camions essence en fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise une quantification des émissions canalisées et diffuses de COV lorsque les quantités annuelles chargées par voie terrestre (route, chemin de fer ou voie de navigation intérieure), sur l'ensemble des installations du site, sont supérieures aux valeurs fixées dans le tableau ci-dessous. [...]</p> <p>Les résultats de cette quantification sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées dans le cadre du dossier prévu à l'article 39 du présent arrêté. [...]</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions diffuses des installations de chargement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— soit en utilisant la méthode simplifiée donnée en annexe 1 du présent arrêté ;</li> <li>— soit en utilisant une autre méthode (issue par exemple de l'US Environmental Protection Agency ou du Concauwe). Le préfet peut demander que les résultats de la première application de cette méthode à l'installation concernée après la publication du présent arrêté fassent l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant ne peut pas préciser si la quantité de COV émis en 2021 par ses installations de chargement prend ou non en compte le volume d'éthanol chargé.</p> <p>La valeur moyenne horaire de rejet de COV de l'URV utilisée pour le calcul des émissions canalisées et indiquée dans le fichier (3,56 g/Nm<sup>3</sup>) est incohérente avec celle indiquée dans l'extraction (2,05 g/Nm<sup>3</sup>).</p> <p>L'exploitant doit remettre à jour les tableaux de calcul des émissions diffuses et canalisées des COV issues des installations de chargement des camions (volumes d'essence chargés, valeur moyenne journalière...) et préciser si les émissions de COV liées au chargement d'éthanol et des additifs sont comptabilisées ou non dans le calcul de 2021.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la quantification des émissions canalisées et diffuses de COV pour les installations de chargement pour les années 2019, 2020 et 2021. La quantification des émissions pour l'année 2022 est en cours de calcul.</p> <p>La quantification des émissions de COV pour l'année 2021 a été examinée lors de l'inspection. Elle a été réalisée selon l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 12/10/2011. Selon le dossier examiné, la quantité d'essence chargée est de 67 791 tonnes (pour un volume de 90 388 m<sup>3</sup>). La quantification des émissions de COV est donc à réaliser pour les essences car la quantité d'essence chargée est supérieure à 2 500 tonnes.</p> <p>Vérification de la cohérence de la masse volumique de l'essence utilisée par l'exploitant pour le calcul du tonnage sorti du dépôt avec la donnée de la masse volumique indiquée dans la FDS essence TOTAL présentée.</p> <p>Constat que la valeur de 750 kg/m<sup>3</sup> utilisée par le dépôt est cohérente avec celle indiquée dans la FDS (plage 737-762 kg/m<sup>3</sup>).</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le volume des sorties d'essence en 2021 extrait du logiciel de gestion du dépôt indique un volume de 109 688 m<sup>3</sup> d'essence de type SP 95 et SP 98 sorti du dépôt et non pas 90 388 m<sup>3</sup> comme indiqué dans le fichier de calcul des émissions de COV du dépôt.</p> <p>L'extraction du système de gestion des stocks indique un volume de 11 774 m<sup>3</sup> d'éthanol sortis du dépôt en 2021 et un volume de 58,9 m<sup>3</sup> d'additifs.</p> <p>L'exploitant indique que le volume de 109 688 m<sup>3</sup> doit correspondre au volume d'essence sans l'éthanol et les additifs. L'éthanol n'est pas distribué en l'état, il est utilisé comme additif pour produire de l'E5, l'E10 et l'E85.</p> <p>Le calcul effectué lors de l'inspection montre un volume différent de celui indiqué dans le fichier de calcul des émissions de COV du dépôt pour 2021.</p> <p>Le calcul du tonnage d'éthanol sorti du dépôt en 2021, effectué lors de l'inspection en utilisant les données indiquées dans la FDS, montre une quantité chargée de 9 289 tonnes. Cette quantité est</p>

inférieure au seuil réglementaire de 10 000 tonnes qui rend la quantification des émissions de COV obligatoire.

Le logiciel de gestion du dépôt contient une partie dédiée à l'URV. L'extraction 2021 des rapports journaliers de l'URV a été consultée lors de l'inspection et les données comparées au fichier de calcul des émissions de COV des installations de chargement.

Le calcul des émissions de COV a été réalisé en considérant une essence moyenne dont les pression de vapeur et masse molaire sont issues du guide GESIP du 21/09/2011 (fiche 2011/01).

--> Évaluation des émissions diffuses de COV des installations de chargement liées à l'indisponibilité de l'URV :

Le nombre d'heures d'indisponibilité de l'URV utilisé pour le calcul des émissions diffuses et indiqué dans le fichier (145 h) est cohérent avec le nombre d'heures d'arrêts de l'URV et le nombre d'heures pendant lesquelles l'URV était en défaut indiquées dans l'extraction 2021.

803 camions ont été chargés pendant cette durée d'indisponibilité d'URV. L'exploitant calcule le volume chargé durant cette période au prorata du volume chargé sur l'ensemble des jours d'ouverture du dépôt par mesure de simplification.

Le facteur de saturation par type de citerne pris en considération est 1 (citerne engagée avant chargement).

--> Évaluation des émissions canalisées de COV des installations de chargement :

La disponibilité de l'URV prise en compte dans le calcul des émissions est issue du logiciel de gestion du dépôt et s'élève à 97,16 % pour 2021. L'outil de gestion indique également une disponibilité annuelle de l'URV en camions à 96,38 %. L'exploitant n'a pas pu expliciter les raisons de ce choix.

La valeur moyenne horaire de rejet de COV de l'URV utilisée pour le calcul des émissions canalisées et indiquée dans le fichier (3,56 g/Nm<sup>3</sup>) est incohérente avec celle indiquée dans l'extraction (2,05 g/Nm<sup>3</sup>).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 41-4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès lors que l'installation charge annuellement par voie routière ou ferroviaire plus de 20 000 tonnes de liquides inflammables, à pression de vapeur saturante à 20 °C supérieure à 6 kilopascals, susceptibles de générer : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un mélange de COV auquel est attribué au moins une des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou au moins une des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 ; [...]</li> </ul> <p>tout ou partie des émissions de COV sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- récupérées par une URV répondant aux dispositions des points c, d et e de l'article 42 du présent arrêté ;</li> <li>- canalisées et traitées conformément aux dispositions des points a, b, c et d de l'article 42 du présent arrêté, de sorte que le flux résiduel, émis annuellement pour chacune des émissions de COV concernées, ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le flux de référence n'a pas été calculé par l'exploitant. L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.</p> <p>Pour mémoire, le flux de référence correspond aux émissions de COV concernés par l'article 41-4 si l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement sur le site sont effectuées en dôme sans mise en oeuvre de mesures de réduction (récupération ou traitement).</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées constate sur le site la présence d'une installation de chargement constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 poste de chargement en dôme avec 2 pistes de chargement,</li> <li>- 4 postes de chargement en source (1 piste de chargement par poste).</li> </ul> <p>6 citernes peuvent être chargées simultanément.</p> <p>Les chargements d'essence sont effectués uniquement en source. Il a été constaté l'absence de bras de chargement essence au niveau des 2 pistes de chargement en dôme.</p> <p>Les vapeurs de COV émises lors des chargement en source sont récupérées par une URV.</p> <p>Le flux de référence, correspondant aux émissions de COV concernés par l'article 41-4 si l'ensemble des opérations de chargement réalisées annuellement sur le site sont effectuées en dôme sans mise en oeuvre de mesures de réduction (récupération ou traitement), n'a pas été calculé par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant ne peut pas démontrer que le flux résiduel émis annuellement de COV ne dépasse pas 10 % du flux total de COV canalisés et diffus de référence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 15 : Chargement des terminaux d'essence : URV : valeur de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article Annexe 2 Point B
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions COV : concentration horaire moyenne des vapeurs échappement URV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B. Objectifs de réduction des émissions de COV des terminaux</p> <p>B1. Les vapeurs générées par déplacement au niveau de la citerne en cours de chargement par voie terrestre sont renvoyées vers une URV pour un traitement dans le terminal.</p> <p>[...]</p> <p>B2. La concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements des URV, corrigée pour dilution lors du traitement, n'excède pas 35 grammes par normaux mètres cubes.</p> <p>L'exploitant fait en sorte que les méthodes et la fréquence des mesures et des analyses soient établies.</p> <p>Les mesures sont effectuées pendant une période de sept heures au minimum.</p> <p>Les mesures sont continues ou discontinues. Lorsqu'elles sont discontinues, il est effectué au moins quatre mesures par heure.</p> <p>L'erreur de mesure totale résultant de l'équipement employé, du gaz d'étalonnage et du procédé utilisé ne dépasse pas 10 % de la valeur mesurée.</p> <p>L'équipement employé permet de mesurer des concentrations au moins aussi faibles que 3 grammes par normaux mètres cubes.</p> <p>La précision de mesure est supérieure à 95 % de la valeur mesurée.</p>
<p><b>Constats :</b> Des dépassements de la concentration horaire moyenne des vapeurs dans les échappements de l'URV ont été constatés en 2021 (27/02/2021 : 44,75 g/Nm<sup>3</sup> indiqués dans l'extraction du logiciel GESCOM, 28/02/2021 : 45,26 g/Nm<sup>3</sup> indiqués dans l'extraction du logiciel GESCOM).</p> <p>La maintenance de l'URV n'intègre pas la vérification des arrêts de flamme.</p> <p>Aucune fréquence de contrôle/maintenance/nettoyage des arrêts de flamme situés en entrée et sortie d'URV n'est fixée par l'exploitant.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant indique qu'un analyseur est présent en sortie d'URV.</p> <p>Il est étalonné une fois par an lors de la maintenance annuelle de l'URV réalisée par la société LUEBA.</p> <p>La dernière attestation de calibration par la société LUEBA n'a pas été examinée par l'inspection des installations classées.</p> <p>Une maintenance de l'URV est réalisée annuellement par la société LUEBA. L'analyse des charbons n'est pas systématique selon l'exploitant. Seuls des prélèvements sont effectués.</p> <p>Le changement des charbons de l'URV est intervenu en 2021.</p> <p>Il est constaté que la maintenance de l'URV n'intègre pas la vérification des arrêts de flamme situés en entrée et sortie d'URV.</p> <p>Aucune fréquence de contrôle/maintenance/nettoyage des arrêts de flamme situés en entrée et sortie d'URV n'est fixée par l'exploitant.</p> <p>L'extraction des rapports journaliers de l'URV sur l'année 2021 et 2022 présentés lors de l'inspection font état de durée pendant laquelle la concentration moyenne horaire des émissions de COV est supérieure à 35 g/Nm<sup>3</sup> (13h17 minutes en 2022 avec une valeur moyenne horaire maximale de 59,66 g/Nm<sup>3</sup> correspondant à un journée sans chargement de camion, 0 h en 2021 avec néanmoins des valeur moyennes horaires de 44,75 g/Nm<sup>3</sup> le 27/02/2021 et 45,26 g/Nm<sup>3</sup> le 28/02/2021).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 18 : Chargement : hauteur des débouchés des rejets canalisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions canalisées de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des débouchés des rejets canalisés (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée en fonction du niveau des émissions canalisées de COV à l'atmosphère et en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Elle est fixée par l'arrêté d'autorisation d'exploiter ou un arrêté préfectoral complémentaire, éventuellement au vu des résultats d'une étude des conditions de dispersion des gaz adaptée au site. Cette étude est obligatoire pour les rejets qui dépassent 150 kg/h de COV canalisés ou 20 kg/h dans le cas des COV mentionnés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Pour les installations nouvelles, cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres.
<b>Constats :</b> La hauteur du débouché de l'URV n'a pas été communiquée lors de l'inspection.
<b>Observations :</b> Il a été calculé le flux de COV émis en sortie d'URV pour l'année 2021 en séance et vérifié que les rejets de l'URV ne dépassent pas 150 kg/h. La hauteur du débouché de l'URV n'a pas été communiquée lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 19 : Test d'équipement de sécurité : test ARU PCC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'arrêt d'urgence PCC
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle.
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté lors du test effectué sur l'un des arrêts d'urgence du poste de chargement des camions du dépôt.
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 21 : Test d'équipement de sécurité : détecteur de gaz URV**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR : détecteurs gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté lors du test effectué sur un détecteur de gaz du dépôt.
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 23 : Suivi MMR : procédure de purge des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.8.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, MMR : purge des réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté.
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 24 : Maintenance arrête-flammes URV et bras de récupération des vapeurs aux PCC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des arrêtes flammes URV et bras de récupération des vapeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle
<b>Constats :</b> Absence de réalisation du contrôle des arrêts de flamme situés en entrée et sortie URV depuis la mise en fonctionnement de l'URV (2001).
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 26 : Test d'équipement de sécurité : NH et NTH des réservoirs n°23 et 27**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2017, article 7.8.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test NH et NTH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription confidentielle
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté lors des tests effectués sur deux des bacs du dépôt.
<b>Observations :</b> Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 44
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations en considérant les techniques les plus efficaces pour la protection de l'environnement dans son ensemble, dans des conditions économiquement et techniquement viables sans prescrire l'utilisation d'une technique ou d'une technologie spécifique et en prenant en considération les caractéristiques de l'installation concernée, son implantation géographique et les conditions locales de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées. Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient également les informations suivantes : volume, produit stocké, équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un dossier contenant les schémas de circulation des liquides inflammables dans l'installation, la liste des équipements inventoriés et ceux faisant l'objet d'une quantification des flux de COV, les résultats des campagnes de mesures et le compte rendu des éventuelles actions de réduction des émissions réalisées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant doit préciser quelle hauteur et quel volume sont utilisés dans le fichier de calcul des émissions de COV des stockages du dépôt (NH, niveau d'exploitation, volume du bac, volume d'exploitation, volume au NH, volume barémé). La capacité d'essence du dépôt présente également des incohérences vis-à-vis de l'étude de dangers.</p> <p><b>Observations :</b> Vu l'inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus des stockages du dépôt pour les années 2019, 2020 et 2021. Inventaires tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les réservoirs de stockage, l'inventaire contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- volume,</li> <li>- produit stocké,</li> <li>- équipement éventuel (par exemple toit flottant ou écran flottant) et des informations sur le raccordement éventuel à un dispositif de réduction des émissions.</li> </ul> <p>Vérification de la cohérence des informations générales indiquées sur le fichier pour deux bacs (24 et 25) avec les informations présentes sur les plans des bacs et celles indiquées dans l'étude de dangers du site et la notice de réexamen en cours d'instruction.</p> <p>L'inspection des installations classées constate une incohérence dans la hauteur des 5 bacs d'essence et les volumes d'exploitation par rapport à ceux indiqués dans l'étude de dangers du site et la notice de réexamen en cours d'instruction. L'exploitant doit préciser quelle hauteur et quel volume sont utilisés dans le fichier de calcul (NH, niveau d'exploitation, volume du bac, volume d'exploitation, volume au NH, volume barémé). La capacité d'essence du dépôt présente également des incohérences vis-à-vis de l'étude de dangers.</p> <p>Le dossier précise et quantifie les sources d'émissions diffuses non fugitives (respiration des réservoirs, mouvement de produits dans le bac) et les sources d'émissions diffuses fugitives (brides, vannes, pompes, clapets, instrumentation : puits de jauge, manomètres ...).</p> <p>Le plan hydraulique du dépôt a été présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions canalisées de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables respectent les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</p> <p>a) Si le flux horaire total est supérieur à 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration de l'ensemble des composés des émissions canalisées est de 110 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>b) Pour les unités de récupération de vapeurs (URV), la valeur limite exprimée en grammes par mètre cube, moyennée sur une heure, n'excède pas 1,2 fois la pression de vapeur saturante du produit collecté exprimée en kilopascal, sans toutefois dépasser la valeur de 35 g/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>c) Dans le cas de l'utilisation d'une technique d'oxydation pour l'élimination des COV, la valeur limite d'émission en COV exprimée en carbone total est de 20 mg/Nm<sup>3</sup> ou 50 mg/Nm<sup>3</sup> si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. Dans le cadre de l'étude d'impact prévue à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant examine la possibilité d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie. En outre, l'exploitant s'assure du respect des valeurs limites d'émission définies ci-dessous pour les oxydes d'azote (NOx), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NOx (en équivalent NO2) : 100 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- CH4 : 50 mg/m<sup>3</sup> ;</li> <li>- CO : 100 mg/m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>d) Pour le cas des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : si le flux horaire total des composés organiques de ces substances dépasse 0,1 kg/h, la valeur limite d'émission de la concentration de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/Nm<sup>3</sup>.</p> <p>En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés par ce point, la valeur limite de 20 mg/Nm<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à ce point et une valeur de 110 mg/Nm<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés des émissions canalisées.</p> <p>e) Pour les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 et composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concernant les COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61, une valeur limite d'émission de 2 mg/Nm<sup>3</sup> en COV est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés ;</li> <li>- concernant les émissions des composés organiques volatils halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou étiquetés R40 ou R68, une valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> est imposée si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h. Cette valeur limite se rapporte à la somme massique des différents composés. [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-respect de prescription constaté.
<b>Observations :</b> Les réservoirs de stockage du site DPSPC ne sont pas concernés par cet article (absence d'émissions de COV canalisées non méthaniques issues des réservoirs de stockage de liquides inflammables de DPSPC).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les émissions diffuses des réservoirs de stockage sont évaluées pour les réservoirs correspondant aux critères du tableau suivant : [...]</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions diffuses des réservoirs de stockage :  - soit en utilisant les méthodes données en annexes 2, 3 et 4 du présent arrêté ;  - soit en utilisant une méthode issue de l'US EPA (US Environmental Protection Agency). Les résultats de la première application de cette méthode au réservoir concerné après la publication du présent arrêté peuvent faire l'objet d'une tierce expertise transmise à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier le choix de la méthode de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 utilisée pour évaluer les émissions diffuses des bacs de stockage du dépôt et mettre à jour le dossier de quantification des émissions de COV du dépôt le cas échéant.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées la quantification des émissions diffuses de COV pour les stockages pour les années 2019, 2020 et 2021. La quantification des émissions pour l'année 2022 est en cours de calcul.</p> <p>La quantification des émissions diffuses de COV pour l'année 2021 a été examinée lors de l'inspection.</p> <p>Elle a été réalisée selon les méthodes données en annexe 2 de l'arrêté du 03/10/2010 modifié (méthode simplifiée).</p> <p>Le fichier examiné ne contient pas l'ensemble des informations permettant de justifier, réservoir par réservoir, le choix de la méthode de calcul de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010. En effet, l'exploitant indique un taux de rotation des produits global sur le dépôt. Il doit préciser le taux de rotation par réservoir afin de s'assurer que la méthode de l'annexe 2 s'applique (taux de rotation inférieur à 36). Suite à un calcul effectué lors de l'inspection, l'exploitant indique que le taux de rotation n'atteint pas 36.</p> <p>L'inspection des installations classées constate une incohérence dans la hauteur des 5 bacs d'essence et les volumes d'exploitation par rapport à ceux indiqués dans l'étude de dangers du site et la notice de réexamen en cours d'instruction.</p> <p>L'exploitant doit préciser quelle hauteur et quel volume sont utilisés dans le fichier de calcul (NH, niveau d'exploitation, volume du bac, volume d'exploitation, volume au NH, volume barémé) - Cf point de contrôle précédent.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 48-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les pourcentages de réduction exprimés ci-dessus sont remplacés par les pourcentages définis dans le tableau suivant dès lors que le rejet dépasse 2 tonnes par an pour les réservoirs contenant des liquides dont la pression de vapeur saturante à 20 °C est supérieure à 50 kilopascals ou lorsque le rejet de composés est supérieur à 200 kilogrammes par an pour les émissions de COV ou mélanges de COV de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risque R45, R46, R49, R60, R61 ou des composés halogénés de mentions de danger H341 ou H351, ou à phrases de risque R40 ou R68, ainsi que des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé : [tableau]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas comparé les émissions des bacs de stockage avec les valeurs limites d'émissions précisées dans l'article 48 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (absence d'utilisation du tableau 48.2 pour les bacs 8, 10 et 11). La cible à atteindre de l'objectif de réduction des émissions de COV n'est pas calculée pour les bacs 8, 10 et 11.</p>
<p><b>Observations :</b> Le dossier COV transmis par la société DPSPC compare, pour les seuls réservoirs 23, 24 et 25, les émissions diffuses des réservoirs de stockage aux valeurs correspondant à celles d'un réservoir d'un toit fixe de référence affectées du facteur de réduction correspondant selon le tableau 48.2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.</p> <p>Les émissions totales de COV des réservoirs 23, 24 et 25 étant inférieures aux émissions du réservoir de référence après application du facteur de réduction, l'inspection des installations classées constate, sur la base des éléments indiqués dans le dossier, qu'il n'y a pas d'actions de réduction à mener sous réserve d'une mise à jour du dossier.</p> <p>La comparaison des émissions diffuses des réservoirs 8, 10 et 11 avec les valeurs correspondant à celles d'un réservoir d'un toit fixe de référence affectées du facteur de réduction adéquat n'a pas été réalisée. Elle doit également être réalisée puisque les COV générés comportent les mentions de danger H 340 et H350.</p> <p>Une fois les émissions d'un réservoir de référence calculée après application du facteur de réduction, l'exploitant devra indiquer à l'inspection des installations classées si des actions de réduction des émissions sont nécessaires ou non.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que les actions de réduction des émissions diffuses de COV doivent être mise en œuvre jusqu'à ce que le taux de réduction par rapport à un réservoir à toit fixe "de référence", fixé dans le tableau de l'article 48.2 de l'AM, soit atteint et dès que la quantité de COV de mention de danger H 340 et H350 émise dépasse 200kg.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 31 : Terminaux d'essence : stockages LI : peinture des parois et toit externes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réservoirs disposent de parois et d'un toit externes en surface recouverts d'une peinture d'un coefficient de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70 %. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier le coefficient de chaleur rayonnée de la peinture des bacs 8, 10, 11, 23, 24 et 25.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le coefficient de chaleur rayonnée de la peinture des bacs 8, 10, 11, 23, 24 et 25.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 32 : Terminaux d'essence : stockages : toit flottant**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 49-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions diffuses de composés organiques volatils
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 49-3. Les réservoirs à toit fixe existants « et ne répondant pas au point 49-2, » sont : a) Reliés à une URV conformément aux dispositions de l'annexe 2 de l'arrêté du 8 décembre 1995 susvisé, ou b) Equipés d'un toit flottant interne doté d'un joint primaire conçu de manière à permettre une retenue des vapeurs globales de 90 % ou plus par rapport à un réservoir comparable à toit fixe sans dispositif de retenue des vapeurs.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier le coefficient de retenue réelle globale des vapeurs du joint primaire équipant les bacs dotés d'un toit flottant interne.
<b>Observations :</b> Les réservoirs à toit fixe du dépôt ne répondent pas au point 49-2 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 car ils ont été autorisés avant le 12/01/1996. L'exploitant n'a pas pu démontrer l'efficacité du joint primaire en terme de retenue des vapeurs de COV.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet